

Conditions générales d'utilisation (CGU)

Service *moncompte.agriculture.gouv.fr*

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

moncompte.agriculture.gouv.fr (ci-après dénommé « le Service ») est un site mis en œuvre par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (ci-après dénommé « le MAA ») contribuant à simplifier l'information et les démarches administratives des usagers.

Les usagers peuvent se créer un compte de connexion pour leurs besoins personnels (compte personnel).

L'utilisation du Service est facultative et gratuite. Les usagers choisissent librement les services en ligne auxquels ils souhaitent accéder de façon privilégiée, et les données qu'ils souhaitent conserver dans leur espace personnel.

1.1. Fonctionnalités

Le Service offre une fonctionnalité de création d'un compte de connexion et d'un espace personnel pour les usagers externes en vue de l'accès aux téléprocédures et téléservices du MAA, ceux de ses opérateurs et partenaires. Il propose un lien vers le site officiel des démarches du MAA.

1.2. Modalités d'inscription et d'utilisation du service

L'accès au Service est ouvert à toute personne, usager du MAA. Le Service n'est pas ouvert aux agents et aux partenaires (en délégation ou mission de service public).

Lors de l'inscription au Service, l'utilisateur choisit une adresse électronique et un mot de passe. Le mot de passe doit comprendre 8 caractères ou plus parmi trois des quatre classes de caractères suivantes : majuscules, minuscules, chiffres, caractères spéciaux. L'utilisateur doit aussi indiquer son nom de naissance et son (ses) prénom(s). Il doit conserver son adresse électronique et son mot de passe qui lui seront utiles pour tout accès à son compte personnel sur [Nom du service] et aux services qui y sont liés (téléprocédures, téléservices du MAA, opérateurs ou partenaires).

Le mot de passe doit être choisi par l'utilisateur de façon qu'il ne puisse pas être deviné par un tiers. L'utilisateur s'engage à en préserver la confidentialité. L'utilisateur s'engage à avertir immédiatement le MAA de toute utilisation non autorisée de ces informations, le MAA ne pouvant être tenu pour responsable des dommages éventuellement causés par l'utilisation du mot de passe et du numéro de dossier par une personne non autorisée.

L'utilisateur du Service fournit une adresse électronique valide lors de son inscription au service qui sera utilisée pour la confirmation des opérations réalisées par l'utilisateur sur son compte, et pour l'envoi des alertes relatives au suivi des démarches.

Le MAA se réserve le droit de résilier, sans préavis ni indemnité d'aucune sorte, tout compte du Service faisant l'objet d'une utilisation illicite ou frauduleuse ou contraire aux présentes CGU.

L'utilisation du Service requiert une connexion et un navigateur internet. Le navigateur doit être configuré pour autoriser les cookies de session.

1.3. Modifications et évolutions du service

Le MAA se réserve la liberté de faire évoluer, de modifier ou de suspendre, sans préavis, le Service pour des raisons de maintenance ou pour tout autre motif jugé nécessaire. Une page (ou un bandeau) d'information est alors affichée à l'utilisateur lui mentionnant cette indisponibilité.

L'indisponibilité du Service ne donne droit à aucune indemnité.

Les termes des présentes conditions d'utilisation peuvent être amendés à tout moment, sans préavis, en fonction des modifications apportées au Service, de l'évolution de la législation ou pour tout autre motif jugé nécessaire.

1.4. Traitement des données à caractère personnel

Le MAA s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires permettant de garantir la sécurité et la confidentialité des informations fournies par l'utilisateur.

Le MAA garantit aux usagers du Service les droits d'accès, de rectification, d'effacement et de limitation prévus par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés et par le Règlement 2016/679 dit RGPD.

Le MAA s'engage à n'opérer aucune commercialisation des informations et documents transmis par l'utilisateur au moyen du Service, et à ne pas les communiquer à des tiers, en dehors des cas prévus par la loi.

Les informations transmises par l'utilisateur restent sous son contrôle. Il peut à tout moment les modifier ou les supprimer. Il peut choisir de supprimer toutes les informations de son compte en supprimant son compte *moncompte.agriculture.gouv.fr*. Seules sont conservées les informations permettant de répondre à d'éventuelles contestations et aux besoins statistiques du service.

1.4.1. Responsable du traitement

Le responsable du traitement est le service du numérique du secrétariat général du MAA. Son adresse postale est 78 rue de Varenne 75349 Paris SP 07 et son adresse électronique : sdps.sm.sg@agriculture.gouv.fr

1.4.2. Délégué à la protection des données

Le délégué à la protection des données du MAA : dpo@agriculture.gouv.fr

1.4.3. Finalités du traitement

Accès aux téléprocédures et téléservices du MAA, ceux de ses opérateurs et partenaires. Facilitation des démarches administratives en ligne.

1.4.4. Destinataires ou les catégories de destinataires des données personnelles

Maîtrises d'ouvrage des téléservices et téléprocédures du MAA, ceux de ses opérateurs et partenaires

1.5. Durée de conservation des données à caractère personnel

Les données sont conservées 3 ans après la date de dernière connexion de l'utilisateur.

1.6. Droit de demander au responsable du traitement

Conformément à l'article 13 du RGDP, vous avez le droit de demander au responsable du traitement l'accès aux données à caractère personnel, la rectification ou l'effacement de celles-ci, ou une limitation du traitement relatif à la personne concernée, et du droit à la portabilité des données. Vous avez le droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle conformément à l'article 12 du RGPD.

2. Engagements et responsabilité

Le MAA s'engage à prendre toutes précautions utiles pour préserver la sécurité des données collectées auprès de l'utilisateur, et notamment empêcher qu'elles soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès.

Les données conservées par l'utilisateur dans son espace personnel restent de sa responsabilité exclusive.

Les données transmises aux services en ligne des opérateurs et partenaires, responsables de services en ligne du MAA restent de la responsabilité de l'utilisateur, même si celles-ci sont transmises par les moyens techniques mis à disposition dans le Service.

Il est rappelé que toute personne procédant à une fausse déclaration pour elle-même ou pour autrui s'expose, notamment, aux sanctions prévues à l'article 441-1 du Code Pénal, prévoyant des peines pouvant aller jusqu'à trois ans d'emprisonnement et 45 000 € d'amende.

De la même manière, le fait d'usurper l'identité d'un tiers ou de faire usage d'une ou plusieurs données de toute nature permettant de l'identifier en vue de troubler sa tranquillité ou celle d'autrui, ou de porter atteinte à son honneur ou à sa considération, est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende (article 226-4-1 du Code Pénal).

Conformément aux dispositions de l'article 3 de l'ordonnance n°2005-1516 du 8 décembre 2005 modifiée, les présentes conditions générales s'imposent à tout utilisateur usager du Service.

2.1. Définition et fonctionnement

Le Service permet l'accès à un bouquet de téléservices contribuant à simplifier les démarches administratives des usagers, mis en œuvre par le MAA, opérateurs et partenaires.

L'utilisateur se crée en ligne un compte de connexion. S'il le souhaite, il peut renseigner des informations complémentaires afin qu'elles soient transmises aux téléservices du MAA afin de simplifier les démarches administratives.

2.2. Engagements et responsabilité

L'utilisateur des démarches s'engage à ne fournir, dans le cadre de l'utilisation du Service, que des informations exactes, à jour et complètes. Dans l'hypothèse où l'utilisateur ne s'acquitterait pas de cet engagement, le MAA se réserve le droit de suspendre ou résilier la démarche administrative, sans préjudice des éventuelles actions en responsabilité pénale et civile qui pourraient être engagées à son encontre.